|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | Résultat de recherche d'images pour "aerm logo" |

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

**Appel à projets régional**

**« Reconversion des friches industrielles – Etudes et techniques de dépollution exemplaires »**

**Dossier de demande d’aide**

Ce formulaire complété et accompagné des pièces demandées est une des pièces constitutives du dossier de demande d’aide tel qu’indiqué dans le texte de l’appel à projets.

**Le dossier doit être envoyé à l’adresse mail suivante :** **aap.depollution.exemplaire@grandest.fr** **selon les modalités précisées dans le règlement de l’appel à projets.**

Lors de l'analyse du dossier de candidature, les instructeurs de l'ADEME, de la REGION GRAND EST et/ou de l’AGENCE DE L’EAU RHIN MEUSE pourront solliciter auprès du candidat des compléments ou précisions d'information qu'ils jugeraient nécessaires.

**Les partenaires de l’appel à projets s'engagent à ce que les informations et pièces fournies restent confidentielles et ne soient utilisées que pour l'instruction du dossier de candidature, le transfert du dossier à d’autres financeurs ou pour l’évaluation et la valorisation du présent dispositif.**

**Le présent dossier de demande d’aide est à remplir de façon complète et son contenu ne doit pas être modifié.**

**CONTENU**

**1. Courrier type de demande de subvention**

**2. Informations concernant le demandeur**

**3. Informations sur l'opération**

**4. Dépenses prévisionnelles et plan de financement**

**5. Liste des pièces administratives à joindre à la demande d’aide**

**Annexe 1 – Définition communautaire des micro, petites et moyennes entreprises**

**Annexe 2– Synthèse du plan de gestion et synoptique de gestion des terres et des eaux polluées**

**1. courrier type de demande de subvention**

Je soussigné(e),

agissant en qualité de :

[ ]   représentant légal

ou

[ ]   représentant dûment mandaté[[1]](#footnote-1)

De : ………………………………… ……………………………………………………

sollicite par la présente demande une aide financière au titre de l’appel à projets régional « Reconversion des friches industrielles – Etudes et techniques de dépollution exemplaires », pour la réalisation de l’opération décrite ci-dessous et certifie :

* être régulièrement déclaré ;
* être en règle à l’égard de la réglementation en vigueur notamment sociale, fiscale et environnementale ;
* ne pas encourir de procédure collective[[2]](#footnote-2) ;
* exactes et sincères les informations fournies dans le présent dossier ;
* avoir pris connaissance du règlement de l’Appel à Projets ;
* que l’opération pour laquelle je sollicite une aide financière n’a pas commencé ou qu’elle n’a pas donné lieu à des engagements fermes[[3]](#footnote-3).

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, le dossier de demande d’aide financière pour mon opération consistant à : …………………………………………………………………………………………………………………..…………………………………………………………………………………………………………………………..…………………………………………………………………………………………………………………………..

J’ai bien noté que ce dossier ne sera examiné que si tous les documents et renseignements demandés y sont joints.

Fait, le à

 Signature :

Et cachet de l’organisme

**Toute fausse déclaration est passible de peines d’emprisonnement et d’amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal. Le droit d’accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés s’exerce auprès du service ou de l’Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.**

**2. informations concernant le demandeur**

**Raison sociale** **:**

**Forme juridique** **:**

**N° SIRET :** ……………………………………………

**Adresse du siège social**

**Type d’activité du bénéficiaire :** [ ]  : Activité « non-économique »[[4]](#footnote-4)

 *(cf. §2 de l’Appel à Projets)* [ ]  : Activité « économique »[[5]](#footnote-5)

**Régime de TVA :** Assujetti : [ ]  Assujetti partiel : [ ]  Non assujetti : [ ]

**Taille de l’organisme[[6]](#footnote-6) : petit** : [ ]  : < *50 salariés et C.A[[7]](#footnote-7) annuel ou total du bilan annuel < = 10 M€*

 **moyen** : [ ]  : < *250 salariés et C.A annuel < = 50 M€ ou total du bilan annuel < = 43 M€*

 **grand** : [ ]

**Représentant légal**:

Nom : ………………………………………………………………………………………………………………….. Prénom :

Fonction :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

**Délégation de signature à** : (joindre au dossier la délégation)

**Personne chargée du suivi de l’opération**, s’il diffère du représentant légal:

Nom : …………………………………………………………………………………………………………………. Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

**Aides de l’ADEME déjà perçues au cours des 5 derniers exercices fiscaux au titre de l’urbanisme ou de la reconversion des friches:**  Oui : [ ]  Non  : [ ]

Si oui, décrire précisément la ou les opérations concernée(s) par cette (ces) aide(s) :

**3. informations sur l’opération**

*Le déclarant s’engage à réaliser les éléments consignés dans cette partie dans le cadre d’une contractualisation avec un ou plusieurs partenaires du présent Appel à Projets.*

**Objet***:*

**Lieu de réalisation** *(adresse exacte du site sur lequel porte le projet)***:**

**La demande d’aide concerne (un seul Volet par candidature) :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Volet 1 :****Etudes préalables** | * Réalisation d’une Interprétation de l’Etat des Milieux (IEM) complémentaire à un plan de gestion ;
* Réalisation d’un plan de gestion (incluant éventuellement un diagnostic complémentaire) ;
* Réalisation d’une étude de faisabilité / essai pilote de dépollution / Plan conception des Travaux (PCT) pour l’utilisation de techniques exemplaires ;
* Réalisation d’un diagnostic écologique dans le cadre de la reconversion[[8]](#footnote-8) ;
* Recours à un Assistant à Maître d’Ouvrage (AMO) spécialisé sur les aspects « étude de pollution » ;
 |
| **Volet 2 :****Travaux** | * Recours à un Assistant à Maître d’Ouvrage (AMO) spécialisé sur les aspects dépollution (ex : dimensionnement et suivi des travaux) ;
* Réalisation de travaux de dépollution (incluant éventuellement la démolition et le désamiantage requis pour procéder aux travaux de dépollution)
 |

**Le projet présente-t-il un enjeu pour le milieu naturel « Eaux Souterraines » ?**

* Oui *(pollution avérée des eaux souterraines)*
* Non *(risque de pollution des eaux souterraines écarté)*
* Aucune étude disponible *(les eaux souterraines sont susceptibles d’être impactées par une pollution)*

**Anciennes activités industrielles accueillies par la friche (toutes les activités connues doivent être renseignées) :**

|  |  |
| --- | --- |
| Natures des activités industrielles | Dates de début et de fin d’activité (si connues) |
| Activité n°1 : ………………………………………………………………. | **.… - ….** |
| Activité n°2 : ………………………………………………………………. | **.… - ….** |
| Activité n°3 : ………………………………………………………………. | **.… - ….** |

**Maîtrise du foncier :**

Propriétaire actuel du site : ………………………………………………………………………………………….

Date d’acquisition**:** ……………………………………………………………………………………………………

Superficie du site concernée par l’étude ou les travaux (en Ha) : …………..

Le propriétaire actuel (ou futur propriétaire en cas de négociation en cours) avait-il (ou a-t-il) connaissance de la pollution à la date de l'achat (ou au début de la négociation) ? Oui : [ ]  Non : [ ]

Y a-t-il eu une décote foncière concédée lors de l’acquisition du terrain en raison de la présence d’une pollution sur site ? Si oui, laquelle ? …………………………………………………………………………………………………………….

Des servitudes ou autres restrictions d’usages existent-elles sur tout ou une partie des parcelles concernées par le projet (ex : restriction d’usage des eaux souterraines) ?

[ ]  Non, [ ]  Oui si oui, préciser le type de servitude et leurs caractéristiques.

**Appelé à la cause :**

*Pour rappel, les études préalables devront intégrer une synthèse des données historiques et documentaires comprenant la recherche en responsabilité de la pollution.*

Un exploitant est toujours identifié ?Non : [ ]  Oui : [ ]

Si Oui, nom de l’exploitant : ……………………………………………………………………………………………

**Concernant le volet 1 : Etudes préalables et Volet 2 : Travaux**

[ ]  En cochant cette case, j’atteste qu’aucune procédure juridique et/ou règlementaire n’est engagée à l’encontre d’un responsable identifié de la pollution (ex : mise en demeure de réalisation d’études, de remise en état du site…). Cette information peut être obtenue auprès des services de la DREAL et sera vérifiée lors de l’instruction du dossier.

**Concernant le Volet 2 : Travaux :**

[ ]  En cochant cette case, le bénéficiaire confirme qu’il a ou qu’il engagera toute procédure juridictionnelle possible à l’encontre du responsable de la pollution, s’il peut être appelé à la cause. L’aide pourra être conditionnée à cet engagement. En cas d’indemnisation du bénéficiaire par le responsable de la pollution, l’aide sera calculée sur la base du montant restant à la charge du bénéficiaire après prise en compte de l’indemnisation.

**Echéancier prévisionnel de l’opération :**

* Date de démarrage de l’étude : ……………………………………………………
* Date de démarrage des travaux de dépollution : ……………………………………………………
* Durée envisagée des travaux de dépollution ……………………………………………………
* Date de dépôt du permis de construire : ……………………………………………………
* Date début des travaux d’aménagement : ……………………………………………………
* Date début des travaux de construction : ……………………………………………………
* Date fin de l’opération prévue : ……………………………………………………

**S’il s’agit d’un projet relevant de la procédure dite du « tiers demandeur »[[9]](#footnote-9) :**

Nom du dernier exploitant de l’ICPE :

Préciser le stade de la procédure (ex : accord préalable du Préfet obtenu, accord de substitution obtenu, arrêté « travaux » en cours d’élaboration) : …………………………………………………………………………………………….

**Description des études réalisées ou à réaliser**(phasage et historique des études réalisées (ex : études historiques et documentaires, diagnostics, plans de gestion, Interprétation de l’Etat des Milieux…), mesures de gestion et travaux de dépollution déjà réalisés…)**:**

**Si la demande d’aide porte sur des travaux de dépollution (volet 2) : Description et exemplarité des travaux de dépollution à réaliser** (ex : nature des techniques envisagées, exemplarité de ces techniques[[10]](#footnote-10))**:**

**NB :** Dans le cadre d’une demande d’aide pour les travaux de dépollution, le demandeur devra obligatoirement remplir le synoptique de gestion des terres et eaux impactées.

**Description et exemplarité du projet global de reconversion[[11]](#footnote-11), objectifs poursuivis et résultats attendus***(synthèse de l’étude de vocation, enjeux, usages définis pour la reconversion (habitat : nombre ; type de logements ; part de logement social), activités économiques, équipement, renaturation…), programme d’aménagement (ou de promotion), prise en compte de l’urbanisme durable, intégration architecturale et patrimoniale, labels visés par le projet, prise en compte des thématiques énergies renouvelables et économie circulaire (ex : réutilisation de matériaux du site, conservation du patrimoine bâti), réseau de récupération de chaleur, gestion des déchets, mobilité, prise en compte de la nature et de la biodiversité, thématique d’adaptation au changement climatique, nombre d’emplois générés, gestion alternative des eaux pluviales, mécanisme de concertation entre les différents acteurs partie prenantes du projet… , )***Synthèse de 3 à 5 pages :**

**4. DEPENSES PREVISIONNELLES ET PLAN DE FINANCEMENT**

4.1 – Dépenses prévisionnelles liées à l'opération présentée au §3

Les dépenses seront présentées selon les postes suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Volet** | **Dépense** | **Montant HT** |
| **Volet 1 : Etudes préalables** | Interprétation de l’Etat des Milieux (IEM)  |  |
| Plan de gestion (incluant éventuellement un diagnostic complémentaire)  |  |
| Etude de faisabilité / essai pilote de dépollution/ plan de conception des travaux (PCT) pour l’utilisation de techniques exemplaire de dépollution |  |
| Diagnostic écologique dans le cadre de la reconversion |  |
| Assistance à maître d’ouvrage études pollution |  |
| **SOUS-TOTAL ETUDES** |  |
| **Volet 2 : Travaux** | Assistance à maître d’ouvrage travaux de dépollution |  |
| Dépollution |  |
| **SOUS-TOTAL TRAVAUX** |  |
| **Autres dépenses liées au projet global** | Frais d’acquisition du foncier  |  |
| Etudes autres (ex : vocation du site…) |  |
| Coûts d’aménagements |  |
| Construction |  |
| Déconstruction, désamiantage |  |
| Honoraires techniques |  |
| Honoraires commercialisation |  |
| Frais généraux imprévus et marge |  |
| Frais financiers |  |
| Autres (à préciser) |  |
| **TOTAL DES DEPENSES** |  |

Montant de la décote du prix du terrain concédée suite à la présence de pollution *(définie dans le cadre du processus de négociation foncière)* : ………………………………………….

4.2 – Recettes prévisionnelles (**à remplir si la demande d’aide porte sur le volet 2 - Travaux**)

*Ces informations, lesquelles resteront confidentielles, permettront de jauger l’incitativité de l’aide (cf. règlement de l’appel à projets). Les cases bleues sont à remplir si pertinentes au vu du projet.*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Programme de l'opération concernée par la demande d’aide** | **Valeur** | **Unité****(SP : Surface Plancher)** | **Commentaire** |
| Logements sociaux |   | m² SP | Il s'agit des m² de SP devant être cédés dans le périmètre de l'opération  |
| Logements libres |   | m² SP |
| Bureaux  |   | m² SP |
| Commerces |   | m² SP |
| Equipements publics |   | m² SP |
| Autre (ex : zone de compensation, renaturation, bâtiment d’activité…) |   | m² SP | Insérer autant de lignes "Autre" que de types d’usages. |
| **Recettes attendues** | **Valeur** | **Unité** | **Commentaire** |
| Cession de terrain |  | € HT / m² SP |  |
| Logements sociaux |   | € HT / m² SP | Prix moyen des m² prévus à la commercialisation en date du bilan, c'est-à-dire sans actualisation |
| Logements libres |   | € HT / m² SP |
| Bureaux  |   | € HT / m² SP |
| Commerces |   | € HT / m² SP |
| Equipements publics |   | € HT / m² SP |
| Autre  |       |   | Préciser le m² de référenceInsérer autant de ligne "Autre" que de types d’usages permettant des recettes. |
| **TOTAL DES RECETTES** |  |  |

4.3 – Financement prévisionnel de l'opération

|  |  |
| --- | --- |
| **AIDES PUBLIQUES[[12]](#footnote-12) :** | **Montant en €** |
| ADEME : |  |
| REGION GRAND EST : |  |
| AGENCE DE L’EAU RHIN MEUSE : |  |
| FEDER |  |
| AUTRES (préciser) : |  |
|  |  |
| **AUTRES AIDES :** |  |
|  |  |
|  |  |
| **AUTRES FINANCEMENTS :** |  |
| EMPRUNTS (préciser taux et durée) : |  |
| CREDIT BAIL : |  |
| FONDS PROPRES : |  |
| AUTRES : |  |
|  |  |
| **TOTAL** |  |

**5. LISTE DES PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE**

**Ces pièces sont à envoyer a l’adresse mail :** **aap.depollution.exemplaire@grandest.fr**

1. **Pièces Administratives :**

**Pour tous les demandeurs** :

en plus du présent dossier de demande d’aide dument complété

* ***Pièce 1.1*. :** Relevé d’identité bancaire (RIB) ou Relevé d’identité postal (RIP) aux normes SEPA : BIC/IBAN
* ***Pièce 1.2*. :** Document attestant de la maîtrise du foncier par le porteur de projet (titres de propriété, ou, compromis, ou, acte de vente, ou, promesse(s) unilatérale(s) de vente, ou, convention entre l’EPF et la collectivité) ou tout document attestant d’une future acquisition par le porteur de projet.
* ***Pièce 1.3*. :** Plan cadastral précisant les parcelles concernées ainsi que les noms des propriétaires concernés avec plan masse du projet le cas échéant ;

Et, le cas échéant :

* ***Pièce 1.4*. :** Contrat de délégation de service public (DSP) ou Contrat de Partenariat Public-Privé (PPP)
* ***Pièce 1.5*. :** Délégation de pouvoir et/ou de signature

**Pour les entreprises :**

* ***Pièce 1.6*. :** KBIS de moins de 3 mois

**Pour les groupements d'intérêt public (gip) :**

* ***Pièce 1.7*. :** Décision et délibération signée de l’organe compétent sollicitant l’aide
* ***Pièce 1.8*. :** Copie de la publication de la décision d’approbation de la convention constitutive (GIP)
* ***Pièce 1.9*. :** Convention constitutive et liste des membres du CA

**Pour les collectivités territoriales et leurs groupements :**

* ***Pièce 1.10*. :** Délibération signée de l’organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel

**S’il s’agit d’un projet relevant de la procédure dite du « tiers demandeur »**[[13]](#footnote-13)**:**

* ***Pièce 1.11. :*** Copie des documents réglementaires en la possession du candidat.
1. **Pièces Techniques :**

Les pièces techniques à fournir dépendent de l’objet de la demande d’aide. Les documents listés ci-après constituent un minima. Le demandeur peut bien évidemment joindre tout autre document qu’in jugera pertinent pour la bonne compréhension du projet.

| **Etapes / aides souhaitées** | **Documents à fournir** |
| --- | --- |
| **Volet 1 :****Etudes préalables** | Réalisation d’une Interprétation de l’Etat des Milieux (IEM) ;ouRéalisation d’un plan de gestion (incluant éventuellement un diagnostic complémentaire) ; | * **Pièce 2.1. :** Synthèse bibliographique des études et travaux réalisées antérieurement ainsi que leurs conclusions ;
* **Pièce 2.2. :** Offre technique et financière du prestataire comprenant un plan d’investigations (positionnement des prélèvements et nature des composés recherchés sur une carte du site représentant le plan masse du projet) ;
* **Pièce 2.3. :** Certifications du prestataire[[14]](#footnote-14) ;
 |
| Réalisation d’une étude de faisabilité / essai pilote de dépollution ; | * **Pièce 2.1. :** Synthèse bibliographique des études et travaux réalisées antérieurement ainsi que leurs conclusions ;
* **Pièce 2.2. :** Offre technique et financière du prestataire sur la base des éléments du plan de gestion ;
* **Pièce 2.3. :** Certifications du prestataire13 ;
* **Pièce 2.4. :** Plan de gestion (dans son intégralité) ;
 |
| Réalisation d’un diagnostic écologique dans le cadre de la reconversion | * **Pièce 2.5. :** Rendu du diagnostic écologique
 |
| Recours à un Assistant à Maître d’Ouvrage (AMO) sur les aspects « études » ; | * **Pièce 2.1. :** Synthèse bibliographique des études et travaux réalisées antérieurement ainsi que leurs conclusions ;
* **Pièce 2.2. :** Offre technique et financière du prestataire sur la base des éléments du plan de gestion ;
* **Pièce 2.3. :** Certifications du prestataire13 ;
 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Volet 2 :****Travaux** | Recours à un Assistant à Maître d’Ouvrage (AMO) sur les aspects dépollution (ex : dimensionnement et suivi des travaux de d épollution ) ; | * **Pièce 2.1. :** Synthèse bibliographique des études et travaux réalisées antérieurement ainsi que leurs conclusions ;
* **Pièce 2.2. :** Offre technique et financière du prestataire sur la base des éléments du plan de gestion ;
* **Pièce 2.3. :** Certifications du prestataire13 ;
* **Pièce 2.4. :** Plan de gestion (dans son intégralité) ;
 |
| Réalisation de travaux de dépollution (incluant éventuellement la démolition et le désamiantage requis pour procéder aux travaux de dépollution) | * **Pièce 2.1. :** Synthèse bibliographique des études et travaux réalisées antérieurement ainsi que leurs conclusions ;
* **Pièce 2.2. :** Offre technique et financière du prestataire ;
* **Pièce 2.3. :** Certifications du prestataire13 ;
* **Pièce 2.4. :** Plan de gestion réalisé (dans son intégralité) ;
* **Pièce 2.6. :** Eventuellement, plan de conception des travaux réalisé (PCT) et/ou résultats des essais pilotes ;
* **Pièce 2.7. :** Synoptique de gestion des terres et eaux souterraines rempli **(annexe 2 au présent dossier de demande d’aide)** ;
* **Pièce 2.8.** : Plan(s) superposant les limites de site, le plan masse définitif du futur projet d’aménagement/de construction et les résultats des investigations (prélèvements) menées dans les milieux ainsi que la cartographie des zones impactées.
 |

**CONTENU DU PLAN DE GESTION :**

Conformément à la méthodologie nationale Sites et Sols Pollués 2017[[15]](#footnote-15), le plan de gestion devra **obligatoirement** contenir les éléments suivants :

* + Une synthèse des données historiques et documentaires existantes (y compris point sur le statut des exploitants visés, liquidation, redressement…) ;
	+ Un plan localisant les différents prélèvements/analyses dans les différents milieux sur un fond de carte représentant les éléments du futur projet de reconversion ;
	+ Un Schéma Conceptuel (SC) mis à jour ;
	+ Une Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) ;
	+ Un bilan coûts-avantages comparant au minimum deux techniques (les techniques de dépollution exemplaires devront être mises en avant15). Seront notamment analysés dans ce bilan, les aspects financiers, de faisabilité, socio-économiques… pour chacune des techniques envisagées ;
	+ Une Analyse du Risque Résiduel (ARR).

**les partenaires se réservent le droit de demander des pièces administratives et techniques complémentaires en cours d’instruction du dossier (liasse fiscale, etc.)**

**Annexe 1 – Définition communautaire des micro, petites et moyennes entreprises et critères d’autonomie des pme**

***Définition communautaire des micro, petites et moyennes entreprises (résumé) :***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Catégories de PME** | **Effectifs** |  | **Chiffre d’affaires** | **ou** | **Total du bilan** |
| **Microentreprise** | **< 10** |  | **≤ 2 millions d’euros**  | **≤ 2 millions d’euros**  |
| **Petite entreprise** | **< 50** | **ET** | **≤ 10 millions d’euros**  | **≤ 10 millions d’euros** |
| **Entreprise moyenne** | **< 250** |  | **≤ 50 millions d’euros** | **≤ 43 millions d’euros**  |

***Le critère d’« AUTONOMIE » de la PME :***

afin de mieux appréhender la réalité économique des pme et d'exclure de cette qualification les groupes d'entreprises dont le pouvoir économique excéderait celui d'une pme, il convient de distinguer les différents types d'entreprises :

* les entreprise autonomes : toute entreprise qui n'est pas qualifiée comme entreprise partenaire ou comme entreprise liée.
* les entreprises partenaires :

sont entreprises partenaires des entreprises dont l’une (entreprise amont) détient, seule ou avec une entreprise liée, **25% ou plus du capital ou des droits de vote** de l’autre (entreprise aval).

une entreprise ne peut pas être considérée comme une pme si 25 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote sont contrôlés par un ou des organismes publics ou collectivités publiques.

une entreprise peut toutefois être qualifiée d'autonome en présence de certaines catégories d'investisseurs, (par ex. sociétés publiques de participation, sociétés de capital à risque, universités, investisseurs institutionnels y compris fonds de développement régional, autorités locales autonomes (< 5 000 habitants et budget < 10 m€).

* les entreprises liées :

sont des entreprises liées des entreprises dont l’une est en **position de contrôle** de l’autre (actionnariat majoritaire, influence dominante sur l’administration ou la direction, accord particulier…)

afin de renforcer les mesures d'incitation pour l'investissement en fonds propres dans des pme, une **présomption** qu'il n'y a pas d'influence dominante sur l'entreprise considérée a été introduite.

**Annexe 2 – Synthèse du plan de gestion et synoptique de gestion des terres et des eaux**

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

**IMPORTANT :** ANNEXE A REMPLIR UNIQUEMENT SI LA DEMANDE D’AIDE PORTE SUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE DEPOLLUTION (VOLET 2 DE L’APPEL A PROJETS)

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

Contenu de l’annexe 2 :

* Annexe 2.1. Synthèse du Plan du Gestion
* Annexe 2.2. Synoptique de gestion des terres et des eaux

**ANNEXE 2.1. Plan de gestion des pollutions et terres excavées/eaux contaminées**

Les deux tableaux suivants sont à compléter sur la base du bilan coûts-avantages réalisé.

**Ne pas renvoyer au plan de gestion à joindre par ailleurs au dossier de demande d’aide**

* Le premier tableau concerne les sources de pollution et pollutions concentrées *(*points chauds ou *hot spots)* présents sur le site (terres, eaux souterraines, gaz du sol)
* Le second tableau concerne les terres à excaver et des eaux à traiter pour les besoins de l'aménagement et / ou construction futurs.

**Les différents scénarios étudiés doivent y être portés et les mesures de gestion retenues doivent être signifiées clairement ( au moyen par exemple de l'usage d'une couleur différente - surlignage ….)**

* Mesures de gestion et techniques de traitement étudiées (scénarii de gestion) et retenues **pour les** sources de pollution et pollutions concentrées **(terres et/ou eaux souterraines et/ou gaz du sol impactés)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Zones impactées/Type d’aménagements projetés** | **Nature de la pollution** | **Présentation de l’ensemble des mesures de gestion et techniques de traitement étudiées(sols et eaux souterraines)** | **Quantités / volumes** | 1. **Sur la base du bilan coûts - avantages, justifier le choix de la technique de traitement[[16]](#footnote-16)**
 | **Contrôle après mise en œuvre de la technique** |
| **Economiques (coûts en HT - investissement initial, fonctionnement, suivi…)** | **Techniques et organisationnels****(durée de réalisation, fiabilité, encombrement…)** | **Environnementaux (consommation énergétique, impacts paysagers et hydrologiques, émissions atmosphériques…)** | **Socio-politiques (nuisances aux riverains, contraintes futures sur l’utilisation, acceptabilité sociale** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

* Mesures de gestion et techniques de traitement étudiées (scénarii de gestion) et retenues **pour la gestion des terres à excaver pour les besoins du projet et par zones impactées (hors zones concentrées/sources)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Zones impactées/Type d’aménagements projetés** | **Nature de la pollution** | **Présentation de l’ensemble des mesures de gestion et techniques de traitement étudiées(sols et eaux souterraines)** | **Quantités / volumes** | **Sur la base du bilan coûts - avantages, justifier le choix de la technique de traitement[[17]](#footnote-17)** | **Contrôle après mise en œuvre de la technique** |
| **Economiques (coûts en HT - investissement initial, fonctionnement, suivi…)** | **Techniques et organisationnels(durée de réalisation, fiabilité, encombrement…)** | **Environnementaux (consommation énergétique, impacts paysagers et hydrologiques, émissions atmosphériques…)** | **Socio-politiques (nuisances aux riverains, contraintes futures sur l’utilisation, acceptabilité sociale** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

* Mesures de gestion et techniques de traitement étudiées (scénarii de gestion) et retenues **pour le traitement des eaux souterraines impactées situées en dehors de la zone concentrée**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Zones impactées/Type d’aménagements projetés** | **Nature de la pollution** | **Présentation de l’ensemble des mesures de gestion et techniques de traitement étudiées(sols et eaux souterraines)** | **Quantités / volumes** | **Sur la base du bilan coûts - avantages, justifier le choix de la technique de traitement[[18]](#footnote-18)** | **Contrôle après mise en œuvre de la technique** |
| **Economiques (coûts en HT - investissement initial, fonctionnement, suivi…)** | **Techniques et organisationnels(durée de réalisation, fiabilité, encombrement…)** | **Environnementaux (consommation énergétique, impacts paysagers et hydrologiques, émissions atmosphériques…)** | **Socio-politiques (nuisances aux riverains, contraintes futures sur l’utilisation, acceptabilité sociale** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

1. **Synoptique de gestion des terres à fournir en tonnes (préciser les volumes correspondants)**

**Sont indiquées en couleur les informations attendues au titre de l’exemplarité en matière de qualité du plan de gestion et des mesures de dépollution et de gestion des terres excavées**

T (ou m3)

T (ou m3)

T (ou m3)

T (ou m3)

T (ou m3)

T (ou m3)

Refus éventuels

T (ou m3)

Analyse, tri, criblage primaire, concassage
*(A préciser)*

Disposition constructive mise en œuvre *(A préciser)*

Technique employéesur site *(A préciser*)
T (ou m3)

Technique employée *in situ (A préciser)*

T (ou m3)

Autre traitement hors site
*(A préciser, dont valorisation ou non, et laquelle, des terres après traitement)*

T (ou m3)

Valorisation sur ou hors site
*(A préciser)*

T (ou m3)

ISD
(*A préciser)*

T (ou m3)

T (ou m3)

T (ou m3)

T (ou m3)

T (ou m3)

T (ou m3)

T (ou m3)

Autres fractions
*(A préciser, par ex refus de criblage)*

T (ou m3)

Valorisation sur site en remblai sous bâtiments et espaces verts et voirie
*(A préciser)*

T (ou m3)

Autre traitement hors site
*(A préciser dont valorisation ou non, et laquelle, des terres après traitement)*

 T (ou m3)

Matériaux pollués

T (ou m3)

Valorisation sur ou hors site
*(A préciser)*

T (ou m3)

ISD
*(A préciser)*

T (ou m3)

Criblage secondaire, autre traitement
*(A préciser)*

Autres terres et déblais à traiter dans le cadre du projet d’aménagement

T (m3)

Matériaux peu pollués

*(Préciser polluants et concentrations)*

T (ou m3)

Matériaux non pollués
*(Par ex. inertes, à préciser)*

T (ou m3)

ISD
*(A préciser)*

T (ou m3)

Matériaux non pollués évacués ou valorisés

T (ou m3)

Matériaux pollués traités, valorisés et évacués sur site et hors site

T (ou m3)

Analyse, tri, criblage primaire, concassage
*(A préciser)*

Filière de valorisation
*(A préciser)*

T (ou m3)

Terres des zones sources ou concentrées à traiter
T (ou m3)

Matériaux pollués valorisés hors site

T (ou m3)

Matériaux pollués valorisés sur site

T (ou m3)

Matériaux pollués évacués sans valorisation

T (ou m3)

1. **Synoptique de gestion des eaux souterraines**

**Sont indiquées en couleur les informations attendues au titre de l’exemplarité en matière de qualité du plan de gestion et des mesures de dépollution et de gestion eaux souterraines**

Autres eaux polluées à traiter (hors zones source / concentrées) à traiter

Eaux des zones sources ou concentrées à traiter

Technique employée *in situ (A préciser)*

%

Traitement hors-site *(A préciser)*

%

Technique employéesur site *(A préciser*)
%

Technique employée *in situ (A préciser)*

%

Technique employéesur site *(A préciser*)
%

Traitement

hors-site *(A préciser)*

%

1. Si le signataire n’est pas le représentant légal, merci de joindre le pouvoir lui permettant d’engager celle-ci. [↑](#footnote-ref-1)
2. Procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires. [↑](#footnote-ref-2)
3. Sous quelque forme que ce soit : marché signé, commande signée, devis accepté, etc. [↑](#footnote-ref-3)
4. Les collectivités, leurs groupements, les établissements publics ainsi que les SEM et SPL agissant pour le compte d’une entité publique dans le cadre d’une délégation de MO ou d’un contrat de concession ; [↑](#footnote-ref-4)
5. Secteur « privé » ouvert au champ concurrentiel (ex : aménageurs, promoteurs, SCI…) [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir annexe 1 - Définition communautaire des micro, petites et moyennes entreprises et critères d’autonomie des PME [↑](#footnote-ref-6)
7. Chiffres d’affaires. [↑](#footnote-ref-7)
8. Cf Annexe 1 règlement : Eléments de cadrage pour intégrer les enjeux de biodiversité dans le plan de gestion [↑](#footnote-ref-8)
9. Article 173 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’accès au logement et un urbanisme rénové dite « loi ALUR » et décret n°2015-1004 du 18 août 2015 portant application de l’article L.512-1 du code de l’environnement. [↑](#footnote-ref-9)
10. Cf. notion d’exemplarité présente dans le règlement du présent Appel à Projets. [↑](#footnote-ref-10)
11. Cf. notion d’exemplarité présente dans le règlement du présent Appel à Projets. [↑](#footnote-ref-11)
12. Voir modalités d’attribution des aides des partenaires respectifs dans le § 4. de l’Appel à Projets. Le bénéficiaire s'engage à communiquer aux partenaires de l’AAP sans délai toute aide publique qu’il aurait sollicitée ou reçue, solliciterait ou recevrait pour la réalisation de l'opération concernée. [↑](#footnote-ref-12)
13. Article 173 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’accès au logement et un urbanisme rénové dite « loi ALUR » et décret n°2015-1004 du 18 août 2015 portant application de l’article L.512-1 du code de l’environnement. [↑](#footnote-ref-13)
14. Cf. Règlement du présent Appel à Projets [↑](#footnote-ref-14)
15. Cf. Texte Intégral : <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Methodo_SSP_2017.pdf> [↑](#footnote-ref-15)
16. *(* Cf. Texte Intégral : <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Methodo_SSP_2017.pdf> ) [↑](#footnote-ref-16)
17. *(* Cf. Texte Intégral : <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Methodo_SSP_2017.pdf> ) [↑](#footnote-ref-17)
18. *(* Cf. Texte Intégral : <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Methodo_SSP_2017.pdf> ) [↑](#footnote-ref-18)